

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2013-2014

23 AVRIL 2014

Proposition de loi visant à garantir la continuité du service dans le cadre des missions de service public et des missions d'intérêt général

Proposition de loi modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, en ce qui concerne le service minimum garanti

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES FINANCES ET DES AFFAIRES
ÉCONOMIQUES
PAR
M. VASTERSAVENTDS

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2013-2014

23 APRIL 2014

Wetsvoorstel tot waarborging van de continuïteit van de dienstverlening in het raam van opdrachten van openbare dienst en taken van algemeen belang

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, wat betreft de gewaarborgde minimumdienstverlening

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE FINANCIËN EN VOOR
DE ECONOMISCHE AANGELEGENHEDEN
UITGEBRACHT DOOR
DE HEER VASTERSAVENTDS

Composition de la commission / Samenstelling van de commissie :

Présidente / Voorzitster : Fauzaya Talhaoui.

Membres / Leden :

N-VA	Frank Boogaerts, Patrick De Groote, Lieve Maes, Sabine Vermeulen.
PS	Marie Arena, Ahmed Laaouej, Louis Siquet.
MR	François Bellot, Richard Miller.
CD&V	Wouter Beke, Etienne Schouppe.
sp.a	Leona Detiège, Fauzaya Talhaoui.
Open Vld	Rik Daems.
Vlaams Belang	Anke Van dermeersch.
Écolo	Jacky Morael.
cdH	Bertin Mampaka Mankamba.

Suppléants / Plaatsvervangers :

Bart De Nijn, Inge Faes, Lies Jans, Helga Stevens, Karl Vanlouwe.
Paul Magnette, Philippe Mahoux, Fabienne Winckel, Olga Zrihen.
Christine Defraigne, Gérard Deprez, Dominique Tilmans.
Dirk Claes, Cindy Franssen, Johan Verstreken.
Dalila Douifi, Fatma Pehlivan, Guy Swennen.
Jean-Jacques De Gucht, Yoeri Vastersavendts.
Yves Buysse, Filip Dewinter.
Benoit Hellings, Cécile Thibaut.
Francis Delpérée, Vanessa Matz.

Voir :

Documents du Sénat :

5-422 - 2010/2011 :

N° 1 : Proposition de loi de M. Bellot.

5-422 - 2013/2014 :

N°s 2 et 3 : Amendements.

Voir aussi :

Documents du Sénat :

5-288 - 2010/2011 :

N° 1 : Proposition de loi de M. De Padt et consorts.

Zie :

Stukken van de Senaat :

5-422 - 2010/2011 :

Nr. 1 : Wetsvoorstel van de heer Bellot.

5-422 - 2013/2014 :

Nrs. 2 en 3 : Amendementen.

Zie ook :

Stukken van de Senaat :

5-288 - 2010/2011 :

Nr. 1 : Wetsvoorstel van de heer De Padt c.s.

I. INTRODUCTION

La proposition de loi n° 5-288/1 modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, en ce qui concerne le service minimum garanti, qui relève de la procédure bicamérale facultative, a été déposée le 12 octobre 2010 par M. De Padt et consorts.

La proposition de loi n° 5-422/1 visant à garantir la continuité du service dans le cadre des missions de service public et des missions d'intérêt général, qui relève de la procédure bicamérale facultative, a été déposée le 29 octobre 2010 par M. Bellot.

La commission a examiné ces propositions de loi lors de ses réunions des 21 novembre 2012, 22 janvier 2014, 1^{er} et 22 avril 2014: lors de la réunion du 21 novembre 2012, les propositions ont été introduites et la commission a décidé de poursuivre l'examen de la proposition de loi n° 5-422/1; lors de la réunion du 22 janvier 2014, un échange de vues a eu lieu sur la proposition de loi n° 5-422/1 avec le ministre des Entreprises publiques et de la Coopération au Développement, chargé des Grandes Villes; lors de la réunion du 1^{er} avril 2014, les amendements ont été examinés et adoptés; lors de la réunion du 23 avril 2014, le rapport a été soumis à l'approbation de la commission.

II. EXPOSÉS INTRODUCTIFS

A. Proposition de loi n° 5-288/1 : exposé introductif par Mme Nele Lijnen, coauteure

La proposition de loi vise à conférer un fondement légal à un service minimum garanti et obligatoire à assurer par les entreprises publiques autonomes. Les entreprises publiques autonomes fournissent des prestations de service public d'intérêt général. Pour servir l'intérêt général, les pouvoirs publics délimitent des besoins collectifs et organisent des services publics qui permettent de répondre à ces besoins en permanence. Cela signifie que ces prestations de service public, financées avec de l'argent public, doivent être assurées sans interruption tant que les pouvoirs publics estiment que ces besoins collectifs existent.

La continuité du service public est toutefois menacée par les conflits sociaux qui entraînent des grèves. La proposition de loi à l'examen vise à obliger les entreprises publiques autonomes à fournir un service minimum lorsque la fourniture des services de base au citoyen est compromise. Les prestations minimales garanties font dès lors obligatoirement partie intégrante du contrat de gestion conclu entre l'État et l'entreprise publique autonome. Les modalités de mise en œuvre du service minimum garanti

I. INLEIDING

Het optioneel bicameraal wetsvoorstel nr. 5-288/1 «tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, wat betreft de gewaarborgde minimumdienstverlening» werd ingediend door de heer De Padt c.s. op 12 oktober 2010.

Het optioneel bicameraal wetsvoorstel nr. 5-422/1 «tot waarborging van de continuïteit van de dienstverlening in het raam van opdrachten van openbare dienst en taken van algemeen belang» werd ingediend door de heer Bellot op 29 oktober 2010.

De commissie heeft deze wetsvoorstellen besproken tijdens haar vergaderingen van 21 november 2012, 22 januari 2014, 1 en 22 april 2014: tijdens de vergadering van 21 november 2012 werden de voorstellen ingeleid en besliste de commissie verder te werken op het wetsvoorstel nr. 5-422/1; tijdens de vergadering van 22 januari 2014 werd met de minister van Overheidsbedrijven, Ontwikkelingssamenwerking en Grootstedenbeleid over het wetsvoorstel nr. 5-422/1 van gedachten gewisseld; tijdens de vergadering van 1 april 2014 werden de amendementen besproken en aangenomen; tijdens de vergadering van 23 april 2014 werd het verslag ter goedkeuring aan de commissie voorgelegd.

II. INLEIDENDE UITEENZETTINGEN

A. Wetsvoorstel nr. 5-288/1 : inleidende uiteenzetting door mevrouw Nele Lijnen, mede-indienster

Het wetsvoorstel heeft tot doel een wettelijke basis te creëren voor een gewaarborgde en afdwingbare minimale dienstverlening door de autonome overheidsbedrijven. De autonome overheidsbedrijven leveren prestaties van openbare dienst die het algemeen belang dienen. Voor de invulling van het algemeen belang bakent de overheid collectieve behoeften af en richt ze openbare dienstverleners op die deze behoeften continu kunnen bevredigen. Dit impliceert dat de prestaties van openbare dienst, die gefinancierd worden met publieke middelen, zonder onderbreking moeten worden geleverd, zolang de overheid oordeelt dat die collectieve behoefte bestaat.

Door sociale conflicten die gepaard gaan met stakingen, komt de continuïteit van de openbare dienst evenwel in het gedrang. Dit wetsvoorstel strekt ertoe de autonome overheidsbedrijven tot een minimale dienstverlening te kunnen verplichten indien de levering van de basisdiensten aan de burgers in het gedrang komt. De gewaarborgde minimale prestaties worden daarom als verplicht onderdeel vermeld in het beheerscontract tussen de Staat en het autonoom overheidsbedrijf. De invulling van de gewaarborgde

continuent toutefois à être fixées par les parties qui concluent le contrat de gestion et seront soumises à la commission paritaire pour concertation.

Mme Lijnen déclare par ailleurs qu'elle ne remet absolument pas en question le droit de grève. Elle soutient néanmoins que les citoyens ont droit au travail et à la mobilité. Il est dès lors essentiel d'instaurer le service minimum également en Belgique, qui est l'un des rares pays où cela n'a pas encore été fait. S'agissant de la situation à l'étranger, l'intervenante se réfère aux développements écrits de la proposition de loi. Elle indique par ailleurs que la vision du Groupement des usagers train-tram-bus (*Bond Trein Tram en Bus-gebruikers*) sur la question est très intéressante et qu'il pourrait certainement être entendu si la commission décidait d'organiser des auditions.

B. Proposition de loi n° 5-422/1 : exposé introductif de M. François Bellot, auteur

Certains conflits sociaux récents ont eu pour conséquence d'empêcher, parfois pour de longues périodes, la prestation de services dont le financement est assuré partiellement par de l'argent public. Les clients privés des prestations qu'ils ont payées à l'avance sous forme d'abonnement se voient souvent refuser le remboursement des services non fournis, l'entreprise invoquant, à tort, un cas de force majeure. Il n'est que normal, dans un État de droit, que des sommes payées pour des services qui ne sont pas prestés soient remboursées. L'étendue de l'obligation de continuité du service exclut les cas de force majeure qui répondent à la définition d'événements imprévisibles et irrésistibles provenant d'une cause extérieure. Une telle définition ne s'applique pas aux grèves qui doivent faire l'objet d'un préavis et par conséquent ne répondent pas au critère d'imprévisibilité. En cas de grève spontanée ou de grève sauvage, le critère d'extériorité n'est pas rencontré, et il ne peut s'agir non plus de cas de force majeure.

En cas de non-respect de l'obligation de la continuité du service, la proposition de loi à l'examen prévoit uniquement des sanctions financières. Ces sanctions s'appuient sur le principe du droit civil du remboursement des sommes indûment payées.

L'adoption de la proposition de loi à l'examen contribuera à assurer un service public de qualité, objectif prioritaire du gouvernement.

M. Bellot, auteur de la proposition, se réfère tout d'abord à l'accord de gouvernement fédéral du 1^{er} décembre 2011 dans lequel le gouvernement a pris l'engagement suivant sous le volet Services publics et Entreprises publiques : «Le gouvernement

minimum dienstverlening blijft evenwel onverminderd voorbehouden aan de partijen die het beheerscontract sluiten en zal voor overleg aan het paritair comité worden voorgelegd.

Mevrouw Lijnen verklaart voorts het stakingsrecht absoluut niet in twijfel te trekken. Ze stelt wel dat mensen recht hebben op werken en op mobiliteit. Het is daarom essentieel dat ook in België, als één van de weinige landen waar dat nog niet is gebeurd, de minimale dienstverlening wordt ingevoerd. Wat de buitenlandse cases betreft, verwijst de spreker naar de schriftelijke toelichting bij het wetsvoorstel. Ze stelt daarbij dat de visie van de Bond Trein Tram en Bus-gebruikers ter zake zeer interessant is en dat ze zeker kunnen worden gehoord, indien de commissie hoorzittingen zou organiseren.

B. Wetsvoorstel nr. 5-422/1 : inleidende uiteenzetting door de heer François Bellot, indiener

Naar aanleiding van bepaalde recente sociale conflicten werd, soms voor langere periodes, de levering onmogelijk gemaakt van diensten die deels door gemeenschapsgeld worden gefinancierd. Cliënten die op die manier verstoken blijven van diensten waarvoor zij vooraf via een abonnement hadden betaald, krijgen die niet-geleverde diensten vaak niet terugbetaald. Het betrokken bedrijf voert daarvoor dan — onterecht — overmacht aan. In een rechtsstaat is het echter toch niet meer dan normaal dat bedragen die voor niet-gepresteerde diensten werden betaald, ook worden terugbetaald. De omvang van de verplichte continue dienstverlening sluit die gevallen van overmacht uit die overeenstemmen met de definitie van onvoorspelbare, onafwendbare gebeurtenissen die het gevolg zijn van een externe oorzaak. Die definitie is niet van toepassing op stakingen die moeten worden aangezegd en waarbij het criterium van de onvoorspelbaarheid derhalve niet geldt. Bij spontane of wilde stakingen is het criterium inzake de externe oorzaak niet vervuld en kan het evenmin om overmacht gaan.

Bij niet-naleving van de verplichting om een continue dienstverlening aan te bieden, voorziet dit wetsvoorstel uitsluitend in financiële sancties. Die sancties steunen op het civielrechtelijk beginsel dat onterecht betaalde bedragen worden terugbetaald.

De goedkeuring van dit wetsvoorstel zal bijdragen tot een hoogwaardige openbare dienstverlening, die de regering als een prioritaire doelstelling nastreeft.

De heer Bellot, indiener van het voorstel, verwijst in eerste instantie naar het federaal regeerakkoord van 1 december 2011 waarin de regering onder het luik overheidsdiensten en overheidsbedrijven, het volgende stelde : «De regering zal een constructieve

continuera à soutenir un dialogue social constructif, qui est le meilleur garant de la paix sociale, via la mise en œuvre effective et sans délai du protocole d'accord relatif aux engagements réciproques des autorités et des syndicats du secteur public concernant le renforcement du dialogue social et la gestion des conflits dans le secteur public conclu le 19 avril 2010 entre les organisations syndicales et l'ensemble des gouvernements du pays pour assurer la continuité du service public. L'évaluation, un an après cette mise en œuvre, sera effectuée tel que prévu dans ce protocole. En cas d'évaluation négative, le gouvernement prendra, le cas échéant, d'autres mesures plus contraignantes afin d'assurer la continuité du service public. » Pour ce qui concerne plus spécifiquement la SNCB, l'engagement suivant a encore été pris dans l'accord de gouvernement: « Par le biais du Contrat de gestion, le gouvernement veillera à la garantie de continuité du service public. »

C'est dans ce contexte que la proposition de loi n° 5-422/1 vise précisément à garantir la continuité du service dans le cadre de missions de service public et de tâches d'intérêt général. En effet, la mobilité est l'une des conditions de base pour que les citoyens puissent participer pleinement à la vie publique et économique. L'intervenant affirme par ailleurs que la disposition en projet ne doit pas être vue comme un remède miracle à tous les maux, mais bien comme un moyen ultime de garantir la continuité du service public. Dans ce cadre, l'intervenant rappelle que le « Comité de la liberté syndicale » de l'OIT (Organisation internationale du travail), n'est pas opposé aux propositions visant à garantir, sous certaines conditions, la continuité du service public. Plusieurs pays ont dès lors déjà inscrit des dispositions dans leur législation nationale à l'issue d'une concertation avec les organisations représentatives des travailleurs concernées. Le membre demande que la Belgique procède également à des adaptations dans ce cadre. Il va de soi qu'avant d'adopter de telles modifications, la Belgique devra également mener la concertation préalable indispensable et respecter toutes les règles afin qu'à terme, les différents contrats de gestion puissent être adaptés dans le sens prévu par la proposition de loi.

III. DISCUSSION GÉNÉRALE

Réunion du 21 novembre 2012

M. Laaouej renvoie également au texte de l'accord de gouvernement fédéral du 1^{er} décembre 2011. Il demande de privilégier la dynamique de l'accord et de laisser l'initiative au gouvernement.

sociale dialoog, de beste garantie voor sociale vrede, blijven ondersteunen door middel van de effectieve en onverwijld tenuitvoerlegging van het protocolakkoord over de wederzijdse engagementen van de overheden en vakorganisaties in de publieke sector betreffende de versterking van de sociale dialoog en de conflictbeheersing in de publieke sector dat op 19 april 2010 tussen de vakbonden en alle regeringen van het land werd gesloten om voor de continuïteit van de openbare dienstverlening te zorgen. Een jaar na die tenuitvoerlegging zal de evaluatie plaatsvinden zoals in dat protocolakkoord bepaald. Bij een negatieve evaluatie zal de regering in voorkomend geval andere, meer dwingende maatregelen nemen om de continuïteit van de openbare dienstverlening te verzekeren. » Wat nu meer specifiek de NMBS betreft, wordt nog het volgende in het regeerakkoord bepaald: « Aan de hand van een beheersovereenkomst zal de regering ervoor zorgen dat de continuïteit van de openbare dienst verzekerd wordt. »

In dit kader strekt het voorstel nr. 5-422/1 er net toe de continuïteit van de dienstverlening te waarborgen in het raam van opdrachten van openbare dienst en taken van algemeen belang. Immers, mobiliteit is een van de basisvoorwaarden opdat personen ten volle aan het openbare en economische leven zouden kunnen deelnemen. Spreker stelt vervolgens dat de voorgestelde bepaling niet mag gezien worden als een middel tegen alle kwalen maar wel als een ultiem middel om de continuïteit van de openbare sector te waarborgen. In dit kader herinnert de spreker eraan dat de « *Committee on Freedom of Association* » van de IAO (Internationale Arbeidsorganisatie), onder bepaalde voorwaarden, niet gekant is tegen voorstellen die de continuïteit in de openbare dienstverlening wensen te waarborgen. Verschillende landen hebben daarom, na overleg met de betrokken organisaties die de werknemers vertegenwoordigen, reeds bepalingen ingeschreven in hun nationale wetgeving. Het lid vraagt dat ook België in dit kader aanpassingen doorvoert. Vanzelfsprekend moet daar ook in België het nodige overleg aan voorafgaan en moeten alle regels worden gerespecteerd zodat op termijn de verschillende beheerscontracten in de zin, zoals bepaald in het wetsvoorstel, zouden kunnen worden aangepast.

III. ALGEMENE BESPREKING

Vergadering van 21 november 2012

De heer Laaouej verwijst eveneens naar de tekst van het federaal regeerakkoord van 1 december 2011. Hij vraagt om bij voorkeur de dynamiek van het regeerakkoord te respecteren en het initiatief aan de regering te laten.

Mme Maes estime que l'on peut cependant mettre quelque peu la pression sur le gouvernement en la matière. Elle n'est pas opposée aux propositions à l'examen. Elle se demande néanmoins si elles permettront de garantir une mise en œuvre effective du contrat de gestion. Les auteurs peuvent-ils donner de plus amples informations à ce sujet ?

Mme Talhaoui estime qu'il faut, dans un premier temps, laisser l'initiative au gouvernement. Elle fait remarquer que dans les deux propositions à l'examen, la problématique se limite aux domaines de la mobilité et des services postaux alors qu'il s'agit en réalité d'une problématique beaucoup plus vaste. En outre, le droit de grève est un droit fondamental qu'il est préférable de prendre en considération dans un cadre plus large, en concertation avec tous les acteurs, afin que la paix sociale puisse être garantie.

M. Sannen adhère au principe d'un service minimum, tout en se ralliant à la proposition de M. Laaouej de privilégier dans un premier temps une initiative du gouvernement.

M. Bellot fait remarquer que sa proposition vise à modifier l'article 3 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques. Sa proposition porte uniquement sur ces entreprises. L'intervenant constate à cet égard que pour le moment, les différentes parties concernées se renvoient la patate chaude et ne prennent aucune initiative concrète.

Il explique qu'il aimerait parvenir à la définition d'un cadre général dans lequel le service minimum serait assuré ainsi qu'à l'instauration d'un droit d'indemnisation en faveur du client.

L'objectif n'est pas de définir en commission la notion de service minimum, mais de veiller à ce que cette notion soit définie dans le contrat de gestion de chaque entreprise publique concernée. Cela se fera donc en concertation avec le ministre concerné et dans le respect du droit de grève.

Mme Lijnen explique également ne pas vouloir déterminer la manière dont le service minimum doit être garanti. Elle souligne néanmoins vouloir prévoir qu'un tel service soit garanti.

L'intervenante précise en outre que le Parlement peut toujours prendre une initiative et réaliser des avancées en la matière, même si le gouvernement a déjà conclu certains accords. Aussi demande-t-elle que l'on continue d'avancer dans ce dossier.

M. Laaouej souligne qu'une méthode de travail a été convenue pour ce dossier et demande qu'elle soit respectée. Si les membres veulent savoir quelles avancées ont été réalisées, ils peuvent interroger à ce sujet le ministre compétent. S'ils souhaitent formuler

Mevrouw Maes is van mening dat de regering ter zake wel wat kan worden opgejaagd. Ze is de voorstellen niet ongenegen. Spreekster vraagt zich wel af of met de voorliggende voorstellen kan worden gegarandeerd dat het beheerscontract wordt uitgevoerd. Kunnen de indieners hierover meer info verstrekken ?

Mevrouw Talhaoui is van mening dat men in eerste instantie het initiatief moet overlaten aan de regering. Ze merkt op dat de problematiek in de twee voorliggende voorstellen wordt beperkt tot mobiliteit en post. De problematiek op zich is veel ruimer dan deze diensten. Bovendien is het recht op staken een basisrecht dat best in een breder kader, in overleg met alle actoren, wordt beschouwd zodat de sociale vrede kan worden gehandhaafd.

De heer Sannen is het eens met het principe van de minimale dienstverlening. Hij is het tegelijkertijd eens met het voorstel van de heer Laaouej om in eerste instantie de voorkeur te geven aan een regerings-initiatief.

De heer Bellot merkt op dat zijn voorstel strekt tot wijziging van artikel 3 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige overheidsbedrijven. Zijn voorstel heeft enkel betrekking op die bedrijven. De spreker stelt daarbij vast dat momenteel de verschillende betrokken partijen naar elkaar verwijzen en geen actie ondernemen.

De spreker legt uit dat hij wil bereiken dat er een kader wordt geschetst waarbinnen de minimale dienstverlening zal gebeuren en dat de cliënt recht heeft op een vergoeding.

Het is niet de bedoeling om in de commissie het begrip minimale dienstverlening te definiëren. Het is de bedoeling dat dit voor elk betrokken overheidsbedrijf in het beheerscontract gebeurt. Het zal dus gebeuren in overleg met de betrokken minister en met respect voor het stakingsrecht.

Mevrouw Lijnen verklaart eveneens niet te willen bepalen hoe de minimale dienstverlening moet gebeuren. Ze stelt wel te willen bepalen dat er een garantie is op minimale dienstverlening.

Verder verduidelijkt de spreekster dat het Parlement steeds het initiatief kan nemen en vooruitgang boeken ook al zijn er reeds bepaalde afspraken gemaakt vanuit de regering. Ze vraagt daarom dat er verder vooruitgang wordt geboekt met dit dossier.

De heer Laaouej merkt op dat binnen de regering een werkwijze is afgesproken over dit dossier. Hij vraagt om ze te respecteren. Wanneer leden de vooruitgang willen kennen, kunnen ze de bevoegde minister hierover bevragen. Wanneer ze suggesties

des suggestions, ils peuvent sans problème en faire part au ministre.

M. Sannen conclut que le Parlement peut toujours déposer une proposition de loi pour inciter le gouvernement à réaliser des avancées dans un dossier en particulier. Il explique qu'il serait intéressant, dans un premier temps, d'entendre le ministre compétent au sujet de la problématique du service minimum. L'intervenant propose d'inviter le ministre à venir exposer en commission son point de vue sur la proposition de loi et l'état d'avancement du dossier.

Réunion du 22 janvier 2014

M. Bellot rappelle que son groupe a toujours pleinement soutenu la concertation sociale en la matière. Il a également appris qu'un protocole d'accord avait été conclu au sein de la SNCB entre l'employeur et les organisations représentatives des travailleurs en vue de prévenir les grèves sauvages. Selon les informations dont il dispose, les sanctions figurant dans ce protocole ont déjà été appliquées à la suite d'une grève sauvage. Le Conseil d'État a rejeté la contestation de l'application de ce protocole.

Ensuite, M. Bellot rappelle le passage inséré à cet égard dans l'accord de gouvernement fédéral du 1^{er} décembre 2011. La proposition de loi visant à prévenir les grèves sauvages (doc. Sénat, n° 5-422) s'inscrit dans le cadre des dispositions de l'accord de gouvernement.

L'intervenant souhaite que le ministre des Entreprises publiques et de la Coopération au développement, chargé des Grandes Villes, apporte encore les précisions suivantes :

1° le ministre est-il en mesure de confirmer qu'il n'y a pas de sanction automatique du personnel qui participe à une grève sauvage ? Il semble qu'il revient au supérieur hiérarchique direct de prendre des sanctions disciplinaires; ne peut-il pas être envisagé, et n'est-il pas préférable, d'introduire un système disciplinaire uniforme en cas d'organisation de grèves sauvages ?

2° conformément au protocole d'accord conclu, un bureau de médiation sera installé : cet organe est-il déjà opérationnel et qui en fait partie ?

3° le ministre peut-il indiquer dans quelle mesure le protocole d'accord de 2008 a déjà été appliqué, à la lumière de l'expérience acquise après ses premières applications ?

willen formuleren, kunnen ze die zeker aan de bevoegde minister meedelen.

De heer Sannen, besluit dat het Parlement steeds een wetsvoorstel als trigger kan gebruiken om de regering vooruitgang te laten boeken in een bepaald dossier. Hij verklaart dat het in eerste instantie interessant zou zijn om de bevoegde minister te horen over de problematiek van de minimale dienstverlening. Spreker stelt voor de minister naar de commissie uit te nodigen om zijn standpunt over het wetsvoorstel, de huidige stand van zaken en de vooruitgang in het dossier toe te lichten.

Vergadering van 22 januari 2014

De heer Bellot herinnert eraan dat zijn fractie steeds ten volle het sociale overleg in deze aangelegenheid heeft gesteund. Tevens heeft hij vernomen dat er in de schoot van de NMBS een protocolakkoord werd afgesloten tussen werkgever en de representatieve werknemersorganisaties met het oog op het voorkomen van wilde stakingen. Naar hij heeft vernomen werden de in dit protocol opgenomen sanctionerende bepalingen reeds toegepast naar aanleiding van een wilde staking. De aanvechting van de toepassing van dit protocol werd door de Raad van State niet ingewilligd.

Vervolgens herinnert de heer Bellot aan de ter zake opgenomen passage in het federaal regeerakkoord van 1 december 2011. Het wetsvoorstel nr. 5-422 ter voorkoming van wilde stakingen kadert binnen de bepalingen van het regeerakkoord.

Spreker wenst van de minister van Overheidsbedrijven, Ontwikkelingssamenwerking en Grootstedenbeleid nog de volgende verduidelijkingen :

1° kan de minister bevestigen dat er geen automatische sanctionering bestaat van personeel dat participeert aan een wilde staking : naar verluidt is het aan de rechtstreeks hiërarchische overste om disciplinaire sancties voor te stellen; kan niet overwogen worden — en is het niet verkieslijk — om een uniform tuchtsysteem te introduceren ingeval van het aansturen op wilde stakingen ?

2° overeenkomstig het afgesloten protocolakkoord, zal er een bemiddelingskantoor worden geïnstalleerd : is dit orgaan reeds operationeel en wie maakt er deel van uit ?

3° kan de minister aangeven in welke mate het protocolakkoord van 2008 reeds werd aangepast in functie van de ervaring opgedaan na de eerste toepassingen ervan ?

4° où en est l'élaboration des nouveaux contrats de gestion ? La proposition de loi à l'examen vise en effet à insérer les protocoles d'accord concernant la prévention des grèves sauvages dans ces contrats de gestion. Ceux-ci sont en effet juridiquement contraignants pour toutes les parties.

Ensuite, M. Bellot renvoie à des exemples existants dans d'autres pays européens, tels que l'Italie, où un service minimum est garanti par les entreprises publiques en cas de grève.

La proposition de loi déposée par M. Bellot prévoit une sanction financière, ainsi que l'insertion obligatoire dans le contrat de gestion de dispositions réglant le remboursement des clients qui ont payé à l'avance des services qui n'ont pas été fournis. Quelles mesures sont prévues à cet égard dans les protocoles d'accord ?

M. Bellot ajoute en outre que, depuis 2008, le gouvernement et la SNCB, en particulier, ne sont pas restés inactifs et il constate avec satisfaction que le nombre de grèves sauvages à la SNCB a régressé au cours des dernières années.

M. Bellot indique enfin qu'un parti de la majorité a déposé au Parlement wallon une proposition de décret visant à garantir un service minimum par la société publique wallonne de bus (TEC). Il s'agit de la « Proposition de décret modifiant le décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne, en vue d'instaurer un service garanti au profit des usagers des TEC déposée par MM. Borsus, Dodrimont, Mme de Coster-Bauchau, M. Wahl, Mme Barzin et M. Binon (Parlement Wallon, Doc. 655 (2011-2012) N^{os} 1 et 2) ». M. Bellot ajoute par ailleurs que la portée de la proposition de loi à l'examen est beaucoup plus faible que celle de la proposition wallonne de décret précitée.

M. Vastersavendts, rapporteur, déclare adhérer pleinement à la proposition de loi de M. Bellot.

Mme Vermeulen déclare que la N-VA partage elle aussi les préoccupations qui sous-tendent les propositions de loi n^{os} 5-288 et 5-422. Alors que ces deux propositions de loi tendent à inscrire la garantie d'un service minimum dans le contrat de gestion, Mme Vermeulen préfère en confier la définition aux partenaires sociaux, comme c'est aussi le cas dans le secteur privé. Quoi qu'il en soit, les propositions de loi à l'examen constituent une amorce sérieuse de discussion.

Le ministre des Entreprises publiques et de la Coopération au développement, chargé des Grandes

4° wat is de stand van zaken met betrekking tot de opmaak van de nieuwe beheersovereenkomsten : in het wetsvoorstel nr. 5-422 wordt immers voorgesteld om de protocolakkoorden betreffende het voorkomen van wilde stakingen op te nemen in deze beheersovereenkomsten. De beheersovereenkomsten zijn immers juridisch bindend voor alle partijen.

Vervolgens verwijst de heer Bellot naar bestaande voorbeelden in andere Europese landen waar een minimale dienstverlening wordt gegarandeerd door de overheidsbedrijven ingeval van stakingen (bijvoorbeeld Italië).

In het door de heer Bellot ingediende wetsvoorstel wordt een financiële sanctie voorzien, alsook het verplicht in de beheersovereenkomst opnemen van regels inzake terugbetaling van de cliënten die vooraf diensten hebben betaald die niet werden geleverd. Welke maatregelen worden ter zake voorzien in de protocolakkoorden ?

De heer Bellot wijst er wel nog op dat sedert 2008 de regering en inzonderheid ook de NMBS niet hebben stilgezeten en hij stelt tevreden vast dat het aantal wilde stakingen bij de NMBS de laatste jaren is teruggelopen.

Ten slotte wijst de heer Bellot erop dat in het Waalse Parlement door een meerderheidspartij een voorstel van decreet werd ingediend ter garantie van de minimale dienstverlening bij de Waalse Openbare Busmaatschappij TEC : zie : « *Proposition de décret modifiant le décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne, en vue d'instaurer un service garanti au profit des usagers des TEC déposée par MM. Borsus, Dodrimont, Mme de Coster-Bauchau, M. Wahl, Mme Barzin et M. Binon (Parlement Wallon, Doc. 655 (2011-2012) N^{os} 1 et 2)* ». De strekking van het wetsvoorstel nr. 5-422 is veel minder verregaand dan het geciteerde Waalse voorstel van decreet, aldus nog de heer Bellot.

De heer Vastersavendts, rapporteur, verklaart zich ten volle achter het wetsvoorstel van de heer Bellot te scharen.

Mevrouw Vermeulen verklaart dat ook de N-VA de bekommernissen deelt die ten grondslag liggen aan de wetsvoorstellen nrs. 5-288 en 5-422. Waar beide wetsvoorstellen echter aansturen aan op het inschrijven van het garanderen van een minimale dienstverlening in het beheerscontract, verklaart mevrouw Vermeulen er veeleer voorstander van te zijn de invulling ervan over te laten aan de sociale partners, zoals dit ook geldt voor de private sector. In elk geval vormen de voorliggende wetsvoorstellen een degelijke aanzet voor discussie.

De minister van Overheidsbedrijven en Ontwikkelingssamenwerking, belast met Grote Steden, legt uit

Villes explique que les deux propositions en examen visent à conférer un fondement légal à un service minimum garanti obligatoire à assurer par les entreprises publiques autonomes.

La proposition de loi n° 5-422 prévoit d'ailleurs des sanctions financières en cas d'entrave à la continuité du service, ainsi que des modalités de remboursement aux clients qui ont payé anticipativement des services qui n'ont pas été prestés.

Les modalités de mise en œuvre du service minimum garanti, celle de remboursement des clients et les sanctions financières, seraient fixés par les parties qui ont conclu le contrat de gestion.

À plusieurs égards, le service minimum garanti préconisé par les deux propositions de loi semble être pour le ministre une fausse bonne idée. D'une part, ce service minimum garanti semble être irréaliste dans un certain nombre de cas et d'autre part, il ne s'inscrit pas dans la tradition de concertation et de dialogue social fort et peut être perçu comme une atteinte au droit de grève. Quelque soit l'entreprise concernée, le service minimum garanti n'est pas praticable dans le cas de grèves sauvages qui, par nature, sont imprévisibles.

En ce qui concerne la SNCB, un service minimum au sens strict du terme, avec seulement un train sur cinq en service, ne permettrait pas en soi de résoudre le problème des navetteurs. Ceux-ci se verraient obligés de voyager dans des trains bondés, avec tous les risques qui en découlent pour leur sécurité et pour celle du personnel. Par ailleurs, on ne peut pas considérer le service minimum obligatoire comme la solution miracle au simple motif que d'autres pays européens y recourent, d'autant plus qu'il ne cadre nullement avec notre forte tradition de concertation et de dialogue social. En outre, le service minimum ne permet pas de tenir compte de la réalité du terrain ni des besoins spécifiques de l'entreprise publique et de l'infrastructure. En matière de transport ferroviaire, il importe de tenir compte de la spécificité de notre réseau extrêmement dense. L'organisation d'un service minimum de qualité requerrait la présence d'environ 65 % du personnel, si bien qu'on pourrait encore difficilement parler de «service minimum» dans ce cas. Même si un tel service a été instauré en France, en concertation avec les syndicats, 30 % seulement du personnel des chemins de fer français est syndiqué; en Belgique, 80 % des cheminots sont affiliés à un syndicat. L'organisation d'un service minimum n'est pas un but en soi, et, bien qu'il soit important de garantir la qualité et la continuité des services pour la collectivité, le ministre reste convaincu que les pouvoirs publics doivent intervenir en accordant la priorité à la concertation constructive et au dialogue. Lorsque les conflits sont inévitables, il appartient aux partenaires sociaux de veiller à ce que l'utilisateur en

dat de twee voorliggende voorstellen een wettelijke grondslag willen geven aan een verplichte minimumdienstverlening voor overheidsbedrijven.

Wetsvoorstel nr. 5-422 voorziet trouwens in financiële sancties indien de continuïteit van de dienst wordt verstoord, en in de terugbetaling van klanten die vooraf diensten hebben betaald die niet zijn verleend.

De nadere regels voor de tenuitvoerlegging van de gewaarborgde minimumdienstverlening, de terugbetaling van klanten en de financiële sancties zouden bepaald worden door de partijen die de beheersovereenkomst hebben gesloten.

In verschillende opzichten lijkt de gewaarborgde minimumdienstverlening die de twee voorstellen willen invoeren ten onrechte een goed idee. Ten eerste is een gewaarborgde minimumdienstverlening in een aantal gevallen niet realistisch en ten tweede stapt men hiermee af van de sterke traditie van sociaal overleg, en kan ze beschouwd worden als een inbreuk op het stakingsrecht. In om het even welk bedrijf is een gewaarborgde minimumdienstverlening onuitvoerbaar in het geval van spontane stakingen, die per definitie onvoorspelbaar zijn.

Wat de NMBS betreft, zou een minimum dienstverlening in de strikte zin van het woord met slechts één op vijf rijdende treinen het probleem van de pendelaar op zich niet oplossen. Zij zouden gedwongen worden in overvolle treinen te reizen, wat op haar beurt de veiligheid van de reizigers en het personeel in gevaar zou kunnen brengen. Een verplichte minimum dienst kan overigens niet gezien worden als een wondermiddel met als loutere reden dat het in andere Europese landen wordt toegepast. Het kadert geenszins in onze traditie van sterk overleg en sociale dialoog. Bovendien maakt hij het niet mogelijk om rekening te houden met de realiteit op het terrein en de specifieke noden van het overheidsbedrijf en de infrastructuur. Er moet voor de Spoorwegen rekening worden gehouden met de specificiteit van ons uiterst dicht netwerk. De organisatie van een kwaliteitsvolle minimum dienst zou de aanwezigheid van ongeveer 65 % van het personeel vergen, wat bezwaarlijk nog als een minimum dienst kan worden beschouwd. Hoewel zo in Frankrijk, na overleg met de vakbonden, een dergelijke dienst werd ingesteld, is in dat land slechts 30 % van het spoorwegpersoneel gesyndiceerd, terwijl dit percentage voor België 80 % bedraagt. Een minimum dienst is geen doel op zich en, hoewel het belangrijk is om de kwaliteit en de continuïteit van de diensten aan de samenleving te waarborgen, blijft de minister ervan overtuigd dat de overheid moet tussenkomen door voorrang te geven aan constructief overleg en dialoog. Wanneer conflicten onvermijdelijk zijn, komt het de sociale partners toe erop toe te zien dat de gebruiker zo

pâtisse le moins possible et d'éviter en tout cas tout dommage excessif.

Enfin, le ministre rappelle que l'accord de gouvernement du 1^{er} décembre 2011 prévoyait, en tout cas pour ce qui est de la SNCB, une évaluation du protocole d'accord social; et en ce qui concernait plus spécialement les interruptions de travail, la Commission paritaire nationale — qui regroupe la direction des Chemins de fer et les organisations syndicales agréées — a, en mars 2013, approuvé la modification de la réglementation relative aux arrêts de travail, dans le prolongement de l'évaluation en question. Les textes ainsi adaptés prévoient une procédure de sonnette d'alarme dès l'instant où les syndicats estiment qu'il y a un problème. Une fois cette procédure enclenchée, la direction dispose d'un délai de trois jours pour réagir et, si rien n'est fait, les syndicats peuvent déposer un préavis de grève. Afin de laisser toutes ses chances à la concertation sociale, un bureau de médiation est obligatoirement convoqué dès le dépôt du préavis de grève et, si la médiation échoue, les syndicats sont invités à confirmer les actions et à en communiquer toutes les modalités, afin que les navetteurs en soient informés quarante-huit heures à l'avance.

Si, par contre, il y a des signes encourageants au règlement du conflit dans le cadre de la conciliation, les syndicats doivent suspendre leur préavis de grève pour donner une chance au dialogue. En cas de conflit grave, la Commission paritaire nationale peut également faire appel à un médiateur externe. L'ensemble de ces mesures doivent conduire à un dialogue social préventif et constructif — fruit d'une longue tradition dans notre pays. Ces mesures contribuent ainsi à résoudre en amont d'éventuels conflits qui ne pourrait en aval résoudre un service minimum. Le ministre ne croit pas que la voie des sanctions soit la bonne réponse à donner à ce problème. Les syndicats ont été sensibilisés sur la nécessité de la poursuite du service et sur le fait que la grève n'est que l'arme ultime à utiliser lorsqu'il n'y a pas d'autres moyens. Les organes internes de direction de l'entreprise ont également été sensibilisés pour que ce dialogue social existe.

Les contrats de gestion sont en cours de préparation. Le ministre déclare espérer d'avancer encore avant la fin de la législature.

M. Vastersavendts réplique qu'à son estime, aucune des deux propositions de loi ne compliquerait ni n'empêcherait en aucune manière la concertation sociale.

M. Bellot présume que le ministre n'a pas bien saisi la portée de sa proposition de loi. En effet, celle-ci n'a pas pour objectif d'imposer à tout prix un service minimum obligatoire. Elle vise simplement à enrayer les grèves sauvages en prévoyant l'insertion de

peu de choses, ce qui est le moins possible et évite en tout cas tout dommage excessif.

Ten slotte herinnert de minister eraan dat het regeerakkoord van 1 december 2011, voor wat de NMBS betreft althans, voorzag in een evaluatie van het sociaal protocolakkoord en, meer bepaald voor wat de werkonderbrekingen betrof, heeft, in navolging van deze evaluatie, de Nationale Paritaire Commissie — die de directie van de Spoorwegen en de erkende syndikale organisaties verenigt — in maart 2013 de wijziging van de reglementering met betrekking tot de werkonderbrekingen goedgekeurd. De zodanig aangepaste teksten voorzien in een alarmbelprocedure van zodra de vakbonden menen dat er een probleem is. Eens deze procedure is opgestart, beschikt de directie over drie dagen om te reageren en, indien niets ondernomen wordt, kunnen de vakbonden een stakingsaanzegging indienen. Om het sociaal overleg alle kansen te bieden, wordt een bemiddelingskantoor verplicht samengeroepen van zodra de stakingsaanzegging wordt ingediend en indien de bemiddeling mislukt, wordt de vakbonden gevraagd de acties te bevestigen en alle details vrij te geven opdat de pendelaar achtenveertig uur op voorhand wordt geïnformeerd.

Indien er echter bemoedigende tekenen zijn dat het conflict via bemiddeling kan worden opgelost, moeten de vakbonden hun stakingsaanzegging opschorten en de dialoog een kans geven. Bij een ernstig conflict kan de Nationale Paritaire Commissie ook een beroep doen op een externe bemiddelaar. Al deze maatregelen moeten zorgen voor een preventieve en constructieve sociale dialoog en zijn het resultaat van een lange traditie in ons land. Deze maatregelen dragen ertoe bij dat een conflict in een vroeg stadium kan worden opgelost, wat een minimumdienstverlening in een later stadium niet kan doen. De minister denkt niet dat het opleggen van sancties een goede oplossing is. De vakbonden zijn bewust gemaakt van de noodzaak om de dienst te blijven verzekeren en van het feit dat een staking slechts het ultieme wapen kan zijn wanneer alle andere middelen zijn uitgeput. Ook de directies van de bedrijven werden bewust gemaakt van de noodzaak van een sociale dialoog.

De beheersovereenkomsten zijn in voorbereiding. De minister hoopt nog verdere stappen te zetten voor het einde van deze ambtstermijn.

De heer Vastersavendts repliceert dat zijns inziens geen van beide wetsvoorstellen op enige wijze het sociaal overleg zouden bemoeilijken of in de weg zouden staan.

De heer Bellot vermoedt dat de minister zijn wetsvoorstel niet goed heeft begrepen: er wordt immers niet voorgesteld om mordicus en te allen prijze een minimum dienstverlening af te dwingen. Het wetsvoorstel nr. 5-422 viseert enkel de wilde stakingen

dispositions spécifiques dans les contrats de gestion. Il ne saurait donc nullement être question de faire obstacle à la concertation sociale. Cela étant, il faut être conscient que les grèves sauvages ont un coût économique et social énorme, qui doit être mis à charge de l'entreprise publique concernée.

Mme Arena exprime son soutien explicite au point de vue défendu par le ministre selon lequel il faut laisser aux partenaires sociaux la responsabilité qui leur incombe en vertu de l'accord de gouvernement du 1^{er} décembre 2011. Elle précise qu'elle n'est pas favorable à une réglementation légale. Le groupe PS défendra toujours le droit de grève car il s'agit d'un droit fondamental.

M. Bellot réplique que la proposition de loi n° 5-422 a pour seul objectif de conférer un ancrage légal aux protocoles d'accord conclus par les partenaires sociaux et ce, par le biais des contrats de gestion. La proposition de loi n'entend nullement porter atteinte au droit de grève.

M. Schouppe demande aux auteurs des propositions de loi n^{os} 5-288 et 5-422 d'affiner leur texte et d'en définir la portée avec plus de précision. Il se dit prêt à collaborer à la rédaction d'un texte de loi qui serait centré exclusivement sur la lutte contre les grèves sauvages qui, aux chemins de fer, portent gravement préjudice aux voyageurs et nuisent à l'image de la société mais aussi, indirectement, à celle des syndicats.

Par ailleurs, M. Schouppe dit partager l'analyse du ministre, selon laquelle le fait de garantir un service minimum sur le rail n'est pas une sinécure.

Réunion du 1^{er} avril 2014

Au cours de cette réunion, les amendements de M. Bellot et consorts sont examinés.

M. Schouppe déclare qu'il a signé ces amendements avec beaucoup de conviction. Le citoyen est, en effet, en droit de bénéficier d'une certaine prévisibilité dans la fourniture des services publics. Il n'est plus acceptable que celui-ci soit pris en otage par quelques personnes qui, par une grève sauvage, ont la possibilité de bloquer l'ensemble des usagers d'une région. Mais il est clair que garantir un service minimum sur le rail n'est pas une sinécure. Le fonctionnement d'une société de chemins de fer suppose — qu'il s'agisse d'un service minimum ou d'un demi-service — la présence active et vigilante d'un très grand nombre de collaborateurs responsables de l'organisation du trafic ferroviaire tant sur le plan technique que sur le plan administratif. La sécurité de l'exploitation des chemins de fer requiert aussi de nombreux effectifs. S'ils ne

en stelt voor om, ter voorkoming van dergelijke wilde stakingen, specifieke bepalingen in de beheersovereenkomsten op te nemen. Er is dan ook geen sprake van het niet respecteren van het sociaal overleg. Maar men mag niet uit het oog verliezen dat wilde stakingen zeer veel economische en maatschappelijke schade berokkenen, waarvoor het overheidsbedrijf in kwestie verantwoordelijk moet worden gesteld.

Mevrouw Arena spreekt uitdrukkelijk steun uit voor de stelling van de minister om de sociale partners de verantwoordelijkheid te laten die hen, krachtens het regeerakkoord van 1 december 2011, toekomt. Zij is geen voorstander van een wettelijke regeling. De PS-fractie zal steeds het stakingsrecht verdedigen; het betreft immers een basisrecht.

De heer Bellot repliceert dat het wetsvoorstel nr. 5-422 er enkel toe strekt de door de sociale partners overeengekomen protocolakkoorden via de beheersovereenkomsten wettelijk te verankeren. Het wetsvoorstel heeft op geen enkele wijze de intentie om afbreuk te doen aan het stakingsrecht.

De heer Schouppe roept de indieners van de wetsvoorstellen nrs. 5-288 en 5-422 op om hun wetsvoorstellen te verfijnen en beter af te bakenen. Spreker verklaart zich bereid mee te werken aan een wettekst die zich enkel en alleen zou toespitsen op het bestrijden van wilde stakingen, die, voor wat de spoorwegen betreft, enorm veel schade berokkenen aan de reizigers, het imago van het spoorwegbedrijf en indirect ook aan het imago van de vakbonden.

Voorts deelt de heer Schouppe de analyse van de minister dat het garanderen van een minimale dienstverlening bij de spoorwegen geen sinécure is.

Vergadering van 1 april 2014

Tijdens deze vergadering worden de amendementen van de heer Bellot c.s. besproken.

De heer Schouppe verklaart deze amendementen met veel overtuiging te hebben ondertekend. De burger heeft inderdaad recht op enige voorspelbaarheid van de openbare dienstverlening. Het is immers niet langer aanvaardbaar dat hij wordt gegijzeld door enkele personen die met een wilde staking alle gebruikers van een streek in de kou laten staan. Maar het garanderen van een minimumdienst is voor een spoorwegmaatschappij geen sinécure. Het functioneren van een spoorwegmaatschappij, of het nu gaat om een minimale dienstverlening of een halve dienstverlening, ...veronderstelt de actieve en alerte aanwezigheid van een zeer groot aantal medewerkers die verantwoordelijk zijn voor de organisatie van het spoorverkeer, zowel op technisch vlak als op bestuurlijk vlak. De veiligheid van de spoorwegexploitatie

sont pas en nombre, il n'est pas raisonnable, du point de vue de la sécurité, d'organiser le transport ferroviaire.

Depuis la réunion de commission du 22 janvier dernier, l'intervenant s'est renseigné sur l'état d'avancement de la concertation sociale au sein de la SNCB en ce qui concerne les préavis de grève. Compte tenu des expériences des dernières années en la matière, la société des chemins de fer a pris conscience du fait qu'un « service public de qualité » impliquait notamment que les usagers des transports en commun ne puissent pas être placés inopinément devant des faits accomplis. Des accords clairs ont été conclus entre employeurs et syndicats sur la manière de réagir à une menace de grève. M. Schouppe se félicite de ces accords, qui ont mené à la conclusion d'un protocole d'accord entre la direction des chemins de fer et les organisations syndicales représentatives. Ils constituent un juste équilibre entre le droit de grève et le droit du citoyen à bénéficier d'un service public. Ce protocole d'accord contribuera à éviter les grèves sauvages. Par les amendements déposés à la proposition de loi, le monde politique montre qu'il se rallie aux protocoles d'accord conclus entre les employeurs et les organisations représentatives des travailleurs.

Les grèves sauvages doivent être évitées à tout prix et le dialogue social au sein des entreprises publiques doit avoir toutes les chances d'aboutir, conformément aux protocoles d'accord conclus au sein de ces entreprises. On ne peut pas permettre que quelques têtes brûlées paralysent l'ensemble de l'exploitation ferroviaire, sachant que celle-ci coûte 3 milliards d'euros par an à la communauté.

M. Laaouej se réfère lui aussi au texte de l'accord de gouvernement fédéral du 1^{er} décembre 2011, en le citant : « Le gouvernement continuera à soutenir un dialogue social constructif, qui est le meilleur garant de la paix sociale, via la mise en œuvre effective et sans délai du protocole d'accord relatif aux engagements réciproques des autorités et des syndicats du secteur public concernant le renforcement du dialogue social et la gestion des conflits dans le secteur public conclu le 19 avril 2010 entre les organisations syndicales et l'ensemble des gouvernements du pays pour assurer la continuité du service public. L'évaluation, un an après cette mise en œuvre, sera effectuée tel que prévu dans ce protocole. En cas d'évaluation négative, le gouvernement prendra, le cas échéant, d'autres mesures plus contraignantes afin d'assurer la continuité du service public. » Concernant spécifiquement la SCNB, l'accord de gouvernement fédéral du 1^{er} décembre 2011 prévoit ceci : « Par le biais du Contrat de gestion, le gouvernement veillera à la garantie de continuité du service public. Il privilégiera la concertation et le dialogue social constructif. Il demandera au comité de pilotage de la SNCB une

veronderstelt de aanwezigheid van een zeer groot aantal medewerkers. Als deze aantallen niet aanwezig zijn, zou het, vanuit veiligheidsoogpunt, niet verantwoord zijn om spoorverkeer te organiseren.

Spreker heeft zich sedert de commissievergadering van 22 januari ll. geïnformeerd over de stand van zaken van het sociaal overleg binnen de NMBS voor wat het omgaan met stakingsaanzeggingen betreft. Door de ervaringen in dit verband van de jongste jaren, is binnen de Spoorwegmaatschappij het besef gegroeid dat « kwaliteitsvolle openbare dienstverlening » ook betekent dat de gebruikers van het openbaar vervoer niet onverwacht voor voldongen feiten mogen worden geplaatst. Er zijn tussen werkgevers en vakbonden duidelijke afspraken gemaakt over de wijze waarop met een stakingsdreiging moet worden omgegaan. De heer Schouppe juicht deze afspraken toe, die geleid hebben tot een protocolakkoord tussen de spoorwegdirectie en de representatieve vakorganisaties. Zij vormen een juist evenwicht tussen het stakingsrecht en het recht van de burger op openbare dienstverlening. Dit protocolakkoord zal mee bijdragen tot het vermijden van wilde stakingen. Met de amendementen op het wetsvoorstel toont de politieke wereld dat zij zich achter de door de werkgevers en de representatieve werknemersorganisaties gesloten protocolakkoorden scharen.

Te allen prijze moeten wilde stakingen worden vermeden en moet de Sociale Dialoog binnen de overheidsbedrijven alle kansen krijgen, conform de in de schoot van deze bedrijven afgesloten protocolakkoorden. Het kan niet dat een aantal heethoofden de hele spoorwegexploitatie lamleggen, wetende dat deze exploitatie aan de gemeenschap 3 miljard euro per jaar kost.

De heer Laaouej verwijst nogmaals naar de tekst van het regeerakkoord van 1 december 2011 en citeert als volgt : « « De regering zal een constructieve sociale dialoog, de beste garantie voor sociale vrede, blijven ondersteunen door middel van de effectieve en onverwijld tenuitvoerlegging van het protocolakkoord over de wederzijdse engagementen van de overheden en vakorganisaties in de publieke sector betreffende de versterking van de sociale dialoog en de conflictbeheersing in de publieke sector dat op 19 april 2010 tussen de vakbonden en alle regeringen van het land werd gesloten om voor de continuïteit van de openbare dienstverlening te zorgen. Een jaar na die tenuitvoerlegging zal de evaluatie plaatsvinden zoals in dat protocolakkoord bepaald. Bij een negatieve evaluatie zal de regering in voorkomend geval andere, meer dwingende maatregelen nemen om de continuïteit van de openbare dienstverlening te verzekeren. » Specifiek voor de NMBS, stipuleert het federaal regeerakkoord van 1 december 2011 : « Aan de hand van een beheersovereenkomst zal de regering ervoor zorgen dat de continuïteit van de openbare dienst verzekerd wordt. Ze zal voorrang geven aan het

évaluation des protocoles existants entre les autorités et les syndicats. En cas d'évaluation négative, le gouvernement envisagera des mesures renforcées pour assurer la continuité du service public dans le respect des impératifs de sécurité.» L'intervenant en déduit clairement que si une initiative législative s'avérait nécessaire, c'est au gouvernement qu'il appartiendrait de prendre une initiative en premier lieu. M. Laaouej souhaite rappeler cet engagement aux commissaires de la majorité.

MM. Bellot et Schouppe répliquent que la proposition de loi à l'examen et les amendements déposés sont parfaitement en phase avec le texte de l'accord de gouvernement.

M. Laaouej déclare ne pas partager ce point de vue.

IV. PROPOSITION DE LOI N° 5-422/1 : DISCUSSION DES ARTICLES

Intitulé

M. Bellot et consorts déposent l'amendement n° 1 (doc. Sénat, n° 5-422/2) visant à insérer les mots « à enrayer les arrêts de travail intempestifs et non prévus » dans l'intitulé de la proposition de loi.

Il est ainsi précisé explicitement que l'objectif de la proposition de loi à l'examen n'est pas de remettre en cause le droit de grève, mais de faire en sorte que ce droit soit mis en balance avec le droit pour le citoyen de pouvoir recourir de façon prévisible à des services publics de qualité.

La proposition de loi entend enrayer les grèves sauvages, c'est-à-dire les mouvements pris en violation des protocoles d'accords existants, sans préavis légal.

Article 1^{er}

Cet article ne donne lieu à aucune autre discussion.

Article 2

M. Bellot et consorts déposent l'amendement n° 2 (doc. Sénat, n° 5-422/2) visant à remplacer le 1° du § 2/ 1 proposé par ce qui suit : « les dispositions des protocoles d'accords relatifs aux arrêts de travail non prévus ».

overleg en de constructieve sociale dialoog. Ze zal het sturingscomité van de NMBS vragen om de bestaande protocollen tussen de overheid en de vakbonden te evalueren. In geval van een negatieve evaluatie zal de regering strengere maatregelen overwegen om de continuïteit van de openbare dienst met respect voor de veiligheidsvereisten te verzekeren.» Hieruit leidt spreker duidelijk af dat, indien een wetgevend initiatief noodzakelijk zou zijn, het aan de regering is om in eerste instantie een initiatief te nemen. De heer Laaouej wenst de commissieleden die deel uitmaken van de meerderheid aan dit engagement te herinneren.

De heren Bellot en Schouppe repliceren dat het voorliggende wetsvoorstel en de amendementen volledig in lijn liggen met de tekst van het regeerakkoord.

De heer Laaouej verklaart deze zienswijze niet te delen.

IV. WETSVOORSTEL NR. 5-422/1 : ARTIKELS- GEWIJZE BESPREKING

Opschrift

De heer Bellot c.s. dient amendement nr. 1 in (stuk Senaat, nr. 5-422/2) dat ertoe strekt in het opschrift van het wetsvoorstel de woorden « tot beëindiging van ongepaste en niet aangezegde werkonderbrekingen en » in te voegen.

Op deze wijze wordt expliciet duidelijk gemaakt dat het voorliggend wetsvoorstel niet bedoeld is om het stakingsrecht opnieuw ter discussie te stellen, maar dat dit recht moet worden afgewogen tegen het recht van de burger om op een voorzienbare manier gebruik te kunnen maken van kwaliteitsvolle openbare diensten.

Het wetsvoorstel is bedoeld om komaf te maken met wilde stakingen, dat wil zeggen niet aangekondigde acties die in strijd zijn met bestaande protocolakkoorden.

Artikel 1

Dit artikel geeft geen aanleiding tot een verdere bespreking.

Artikel 2

De heer Bellot c.s. dient amendement nr. 2 in (stuk Senaat, nr. 5-422/2) dat ertoe strekt het 1° van de voorgestelde § 2/1 te vervangen als volgt : « de bepalingen van de protocolakkoorden betreffende niet aangezegde werkonderbrekingen ».

Loin de défendre l'instauration d'un service minimum à tout prix, les auteurs plaident l'alternative : ils souhaitent que le contrat de gestion de chaque entreprise publique comprenne les dispositions des protocoles d'accords sociaux qui visent à éviter les grèves sauvages. Le crédit accordé aux accords issus de la concertation sociale se verra renforcé par l'insertion de ceux-ci dans le contrat de gestion.

M. Bellot et consorts déposent l'amendement n° 3 (doc. Sénat, n° 5-422/2) visant à compléter le § 2/1, 2°, proposé, par les mots «résultant du non-respect des dispositions visées à l'alinéa précédent».

L'amendement proposé vise à préciser le champ d'application des sanctions financières.

Enfin, M. Bellot et consorts déposent encore l'amendement n° 4 (doc. Sénat, n° 5-422/3), en tant que sous-amendement à l'amendement n° 3, dans lequel il est proposé de renvoyer explicitement aux sanctions financières inscrites dans les protocoles d'accords.

V. VOTES

L'amendement n° 1, visant à compléter l'intitulé de la proposition de loi, est adopté par 9 voix contre 5.

L'article 1^{er} est adopté, sans modification, par 9 voix contre 5.

Les amendements n°s 2 à 4 sont adoptés par 9 voix contre 5.

L'article 2 ainsi amendé est adopté par 9 voix contre 5.

L'ensemble de la proposition de loi ainsi amendée est adopté par 9 voix contre 5.

Par suite de l'adoption de la proposition de loi n° 5-422/1 amendée, la proposition de loi n° 5-288/1 devient sans objet.

*
* *

De indieners willen geenszins een minimumdienst tegen elke prijs instellen, maar pleiten voor een alternatief: zij wensen dat de beheersovereenkomst van elk overheidsbedrijf de bepalingen opneemt van de sociale protocolakkoorden te voorkoming van wilde stakingen. Het belang van de akkoorden die zijn voortgekomen uit het sociaal overleg zal toenemen door het feit dat zij in de beheersovereenkomst worden opgenomen.

De heer Bellot c.s. dient amendement nr. 3 in (stuk Senaat, nr. 5-422/2) dat ertoe strekt de voorgestelde § 2/1, 2°, aan te vullen als volgt: «die het gevolg is van de niet-naleving van de bepalingen bedoeld in het vorige lid».

Het voorgestelde amendement is bedoeld om het toepassingsgebied van de financiële sancties te verduidelijken.

Ten slotte dient de heer Bellot c.s. nog amendement nr. 4 in (stuk Senaat, nr. 5-422/3) als subamendement op amendement nr. 3, waarbij wordt voorgesteld om expliciet te verwijzen naar de in de protocolakkoorden ingeschreven financiële sancties.

V. STEMMINGEN

Amendement nr. 1, dat ertoe strekt het opschrift van het wetsvoorstel aan te vullen, wordt aangenomen met 9 tegen 5 stemmen.

Artikel 1 wordt ongewijzigd aangenomen met 9 tegen 5 stemmen.

De amendementen nrs. 2 tot 4 worden aangenomen met 9 tegen 5 stemmen.

Het geamendeerde artikel 2 wordt aangenomen met 9 tegen 5 stemmen.

Het aldus geamendeerde wetsvoorstel in zijn geheel wordt aangenomen met 9 tegen 5 stemmen.

Ingevolge de aanneming van het geamendeerde wetsvoorstel nr. 5-422/1 vervalt het wetsvoorstel nr. 5-288/1.

*
* *

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des 9 membres présents.

Le rapporteur, *La présidente,*
Yoei VASTERSAVENDTS. Fauzaya TALHAOUl.

*
* *

**Texte adopté par la commission
(voir le doc. Sénat, n° 5-422/5).**

Het verslag werd eenparig goedgekeurd door de 9 aanwezige leden.

De rapporteur, *De voorzitter,*
Yoei VASTERSAVENDTS. Fauzaya TALHAOUl.

*
* *

**Tekst aangenomen door de commissie
(zie stuk Senaat, nr. 5-422/5).**